

## Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

### UNE EXCELLENTE ANNEE 2014

L'exercice 2014 constitue une nouvelle année record pour le groupe CRIT qui progresse encore tant en termes d'activité que de résultats.

Le groupe affiche d'excellentes performances portées par toutes ses activités. Le chiffre d'affaires atteint un niveau historique à près de 1,7 milliard d'euros et la rentabilité opérationnelle courante progresse de plus de 20 %.

Cette excellente année s'illustre par un résultat net part du groupe en croissance de plus de 50 %.

## LES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

En millions d'euros	2014	2013	Variation
• Chiffre d'affaires	1 695,1	1 558,6	+8,8 %
En France	1 320,1	1 251,3	+5,5 %
A l'international	375,0	307,3	+22,1 %
• Résultat opérationnel courant <sup>(1)</sup>	88,1	73,2	+20,3 %
• Résultat opérationnel	82,2	69,6	+18,1 %
• Résultat financier	7,1	(4,6)	
• Résultat avant impôt	92,1	69,7	+32,2 %
• Résultat net	65,2	46,0	+41,6 %
• Résultat net part du Groupe	60,6	40,3	+50,4 %
• Résultat net par action (en euro)	5,46	3,63	+50,4 %

<sup>(1)</sup> hors charges liées à l'impact des regroupements d'entreprises (dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés liées aux acquisitions, dépréciation des goodwill, coûts directs d'acquisitions...), autres charges et produits opérationnels non récurrents.

### Le compte de résultat

Le groupe CRIT réalise en 2014 un chiffre d'affaires record de près de 1,7 milliard d'euros porté par une croissance soutenue en France et à l'international ; cette progression de 8,8 % est d'autant plus remarquable qu'elle est à comparer à la progression de 4,6 % affichée en 2013 qui était déjà une très bonne année.

A périmètre et taux de change constant, la progression ressort à 5,1 %.

La France comme l'international affichent des évolutions très favorables :

En France, le groupe affiche une croissance de 5,5 % portant le chiffre d'affaires à 1 320,1 M€. Cette évolution est d'autant plus notable qu'elle a été réalisée à périmètre constant ; 77,9 % de l'activité totale du groupe y est exercée.

A l'international, le chiffre d'affaires ressort à 375,0 M€ en progression de plus de 22 % après une année 2013 où l'activité avait déjà bondi de 31 %.

Depuis 2011, date de son implantation aux Etats-Unis, le développement du groupe est porté par un déploiement rapide à l'international ; présent dans 13 pays, en Europe, en Afrique et sur le continent nord-américain, le groupe réalise aujourd'hui plus de 22 % de son activité à l'international.

Sur les deux pôles d'activités du groupe, la croissance et les performances sont au rendez-vous :

**Sur les activités travail temporaire et recrutement**, le chiffre d'affaires progresse de 9,4 % pour atteindre 1,42 milliard d'euros\*. Ce pôle concentre 83,9 % du chiffre d'affaires total du groupe.

Après une année 2013 s'inscrivant en progression de 5 %, cette évolution très positive est portée tant par la France que par l'international.

\* (avant éliminations inter-activités)

## Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

En France, le groupe continue de gagner de nouvelles parts de marché. Son chiffre d'affaires à 1 090,5 M€, s'inscrit en croissance organique de 5,4 % sur un marché pourtant en léger repli de -0,3 % (source Prism'emploi).

A l'international, l'activité est restée soutenue tout au long de l'année : le chiffre d'affaires, à 332,0 M€, s'affiche en hausse de 25,1 %, portée par les Etats-Unis et le fort rebond de l'activité en Espagne.

**Sur le pôle multiservices**, le chiffre d'affaires s'établit à 290,5 M€\* en hausse de 4,5 % ; cette progression est portée par les activités aéroportuaires qui réalisent une bonne performance avec une croissance et des marges qui s'améliorent.

L'année 2014 a été marquée par le renouvellement et l'extension des licences aéroportuaires du groupe pour opérer sur les aéroports de Roissy Charles de Gaulle et Orly.

### La croissance de l'activité s'est accompagnée d'une forte progression des résultats et d'une nouvelle appréciation des marges.

Le résultat opérationnel courant du groupe s'établit à 88,1 M€ en croissance de 20,3 % ; la marge s'améliore ainsi pour s'établir à 5,2 % contre 4,7 % en 2013.

Sur le pôle **travail temporaire et recrutement**, le résultat opérationnel courant progresse à la fois en France et à l'international pour s'établir à 77,6 M€ en progression de 16,9 % par rapport à 2013.

L'amélioration de l'activité en France conjuguée à l'impact positif du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et à la forte contribution de l'international, est au cœur de cet excellent résultat.

Sur **le pôle multiservices**, le résultat opérationnel courant est en croissance de 52,8 % et s'établit à 10,5 M€ ;

L'amélioration de la marge opérationnelle courante (3,6 % du chiffre d'affaires du pôle contre 2,5 % en 2013) est portée par l'amélioration de la rentabilité des activités aéroportuaires, dont la marge opérationnelle courante est en croissance de près de 60 %.

L'examen complémentaire du compte de résultat fait également apparaître :

- Des autres charges et produits opérationnels qui reprennent essentiellement les amortissements des incorporels liés aux acquisitions américaines et qui s'établissent à (5,9) M€ contre (3,6) M€ ;
- Une contribution des sociétés mises en équivalence pour 2,8 M€ dont l'essentiel provient de la participation de 25 % détenue par le groupe dans le capital de la société AERCO, gestionnaire des aéroports du Congo ;
- Un résultat financier qui s'améliore très significativement passant de (4,6) à 7,1 M€ : cette évolution s'explique par le résultat de change de l'année qui est un produit de 8,1 M€ (contre une charge de 2,2 M€ en 2013), et par l'effet de désactualisation essentiellement relatif au CICE inscrit à l'actif du bilan ;
- Une charge d'impôt de (26,9) M€ contre (23,7) M€ dont l'évolution s'explique notamment par le dégrèvement de 1,9 M€ obtenu par le groupe au Congo.

Au 31 décembre 2014, le résultat net part du groupe s'élève à 60,6 M€, en croissance de 50,4 % par rapport à 2013.

## Le bilan

La lecture du bilan consolidé illustre la bonne santé financière du groupe avec :

- Un renforcement continu des fonds propres qui sont portés de 238,5 à 286,3 M€,
- Des actifs non courants qui sont portés de 249,8 M€ à 343,4 M€ essentiellement en raison des effets :
  - du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi comptabilisé en actifs financiers non courants,
  - des dépenses d'investissement nettes qui concernent l'immeuble en construction et le matériel de la division aéroportuaire,
  - de l'impact de la croissance externe,
  - et d'un écart de conversion.
- Un besoin en fonds de roulement (BFR) maîtrisé ;
- Un endettement net qui s'améliore, de 13,6 M€ si l'on prend en compte l'effet du CICE.

Le groupe dispose ainsi d'une capacité de financement importante pour la poursuite de son développement ambitieux.

\* (avant éliminations inter-activités)

## L'ACTIVITE DU GROUPE PAR PÔLE

Les chiffres d'affaires communiqués par pôle d'activité s'entendent avant les éliminations inter-activités qui s'élèvent à (17,9) M€.

### Le pôle travail temporaire et recrutement : en croissance de 9,4 %

En millions d'euros	2014	2013
• Chiffre d'affaires	1 422,6	1 299,8
En France	1 090,5	1 034,4
A l'international	332,0	265,4
• Résultat opérationnel courant	77,6	66,4
• Résultat opérationnel	71,9	62,7

Le chiffre d'affaires du pôle travail temporaire et recrutement affiche une progression de 9,4 % et atteint plus de 1,42 milliard d'euros.

A périmètre et taux de change constant, la progression ressort à 5,2 %.

76,7% de l'activité du pôle est réalisée en France et la part de l'activité réalisée à l'international est portée à 23,3 %.

**En France**, le chiffre d'affaires s'affiche à 1 090,5 M€ en progression de 5,4 %, sur un marché en léger repli (-0,3 % source Prism'emploi). Cette performance réalisée à périmètre constant témoigne de la capacité du groupe à conquérir de nouvelles parts de marché, porté par le dynamisme de son réseau.

En termes d'évolution sectorielle, l'année est marquée par le net redressement de l'activité dans le secteur de l'industrie qui représenté 43 % de l'activité en France : le chiffre d'affaires y bondit de 17 % après un repli de 9 % en 2013.

Ce rebond bénéficie bien sûr de la reprise automobile où le groupe est très bien représenté. Le groupe profite également de l'amélioration de la demande sur des secteurs comme le transport et la logistique, la plasturgie, l'environnement, la métallurgie.

Après une forte progression des « services » en 2013, le groupe maintient un bon niveau d'activité sur ce secteur qui représente 38 % du chiffre d'affaires total.

Enfin, l'activité dans le secteur du BTP est restée difficile et ressort en recul de 12 % par rapport à 2013 ; il représente 19 % du chiffre d'affaires total.

En termes de typologie de clients, les PME demeurent toujours très bien représentées, leur part dans le chiffre d'affaires du pôle s'établissant à 60 %. La hausse de la contribution des grands comptes, à 40 % contre 38 % en 2013, est le reflet de la dynamique affichée par le groupe dans l'industrie.

**A l'international**, le groupe affiche une croissance à deux chiffres et franchit un nouveau cap : Le chiffre d'affaires s'établit à 332,0 M€ en progression de plus de 25 % (+4,4 % à périmètre et taux de change constant).

Cette forte croissance a été portée par les Etats-Unis qui concentrent plus de 67 % de l'activité internationale et par le fort rebond de l'activité en Espagne, représentant plus de 20 % de l'activité.

**Aux Etats-Unis**, la croissance soutenue s'illustre par un chiffre d'affaires de 223 M€ en progression de plus de 30 %.

Cette progression a été portée par l'intégration des deux dernières acquisitions réalisées au cours de l'année qui confortent la stratégie de spécialisation engagée sur le premier marché mondial du travail temporaire :

- Le 17 février 2014, par l'intermédiaire de sa filiale américaine Sustained Quality, le groupe s'est porté acquéreur des actifs de la société **2AM Group**, spécialisée dans le contrôle qualité, ce qui lui permet de prendre position sur 4 nouveaux Etats : la Caroline du Sud, la Floride, la Californie et l'Alabama et de renforcer son implantation au Tennessee ;
- Le 30 juin 2014, par l'intermédiaire de la société Actium (filiale à 75 % de sa filiale américaine PeopleLink) il se porte également acquéreur des actifs de la société **Actium Consulting**, spécialisée dans les technologies de l'information et la gestion de projets ; cette acquisition étend encore les champs de spécialisation du groupe sur des métiers hautement qualifiés et renforce ses positions en Californie.

## Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

A périmètre et taux de change constant, le chiffre d'affaires ressort en repli de 1,6 % sur l'exercice, l'activité américaine du groupe ayant été impactée par les perturbations climatiques exceptionnelles constatées sur la période de janvier à avril 2014.

Depuis, l'activité est revenue à une croissance organique positive avec une progression de 4,3 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2014. Présent dans 22 Etats, le groupe figure aujourd'hui parmi les acteurs qui comptent sur le marché nord-américain.

**En Espagne**, après avoir renoué avec la croissance en 2013, notre activité progresse de près de 28 % sur l'année, avec un chiffre d'affaires qui s'établit à 67,9 M€.

Ce rebond illustre l'amélioration de la situation économique du pays ; il reflète également la réorganisation commerciale opérée sur le réseau ibérique qui profite pleinement des mesures d'adaptation et de redynamisation prises il y a deux ans.

**Cette croissance significative de l'activité s'est accompagnée d'une hausse de la rentabilité. Le résultat opérationnel courant du pôle progresse à la fois en France et à l'international.**

Le résultat opérationnel courant du pôle s'établit à 77,6 M€, intégrant la contribution nette du CICE évaluée à 27 M€ ; Il ressort en progression de 16,9 % par rapport à 2013 et représente 5,5 % du chiffre d'affaires du pôle contre 5,1 % en 2013. L'amélioration de la marge opérationnelle courante est portée par la progression de la rentabilité **en France**.

Le résultat opérationnel courant en France s'établit à 57,6 M€ ; La marge opérationnelle courante ressort à 5,3 % contre 4,8 % en 2013.

**A l'international**, le résultat opérationnel courant ressort à 20,0 M€ contre 16,6 M€ en 2013 ; L'Espagne affiche une amélioration de sa rentabilité et les Etats-Unis continuent à dégager une marge élevée malgré les sévères impacts climatiques du début d'exercice.

### Le pôle multiservices : une année de croissance portée par les activités aéroportuaires

En millions d'euros	2014	2013
• Chiffre d'affaires	290,5	277,9
• Résultat opérationnel courant	10,5	6,9

Le chiffre d'affaires s'établit à 290,5 M€, en hausse de 4,5 %, porté par l'aéroportuaire qui concentre 74,3 % de l'activité du pôle.

Le résultat opérationnel courant est en croissance de 52,8 % et s'établit à 10,5 M€ ; la marge opérationnelle courante du pôle est portée de 2,5 % à 3,6 % essentiellement grâce à l'amélioration de la rentabilité des activités aéroportuaires.

### LES ACTIVITES AEROPORTUAIRES

En millions d'euros	2014	2013
• Chiffre d'affaires	216,0	204,9
• Résultat opérationnel courant	8,2	4,9

Sur les activités aéroportuaires, l'exercice a été positif avec une hausse de 5,4 % du chiffre d'affaires qui ressort à 216,0 M€ contre 204,9 M€.

Parallèlement à la croissance de l'activité, les moyens engagés par le groupe en matière d'amélioration des résultats ont porté leurs fruits et ont permis de gagner un point de rentabilité opérationnelle ;

Le résultat opérationnel courant des activités aéroportuaires est porté de 4,9 M€ à 8,2 M€ ; la marge opérationnelle courante s'établit à 3,8 % contre 2,4 %.

**La France**, qui concentre 80 % de l'activité aéroportuaire totale, a été le moteur de la croissance cette année.

Malgré un trafic aérien en repli, le pôle affiche une hausse de 6 % de son activité sur ce marché, avec un chiffre d'affaires à 172,8 M€.

Le fait marquant de l'année aura été le renouvellement des licences d'assistance aéroportuaire sur les aéroports de Roissy Charles de Gaulle et d'Orly, grâce auquel le groupe sécurise pour les sept prochaines années son leadership en France.

Son périmètre d'intervention a également été étendu au terminal 3 de l'aéroport Charles de Gaulle, qui offre un potentiel de développement commercial significatif ; ainsi, en novembre 2014, 5 contrats d'assistance sur ce terminal ont déjà été signés, représentant un chiffre d'affaires de plus de 4 millions d'euros en année pleine.

**A l'international**, le chiffre d'affaires ressort en hausse de 3 % à 43,1 M€.

Le groupe est aujourd'hui présent en Afrique (au Congo, au Gabon, au Mali et en Sierra Leone), au Royaume-Uni et en République Dominicaine et réalise 20 % de son activité aéroportuaire totale à l'international.

### LES AUTRES SERVICES

En millions d'euros	2014	2013
• Chiffre d'affaires	74,5	73,0
• Résultat opérationnel courant	2,3	2,0

Nos autres activités réalisent un chiffre d'affaires de 74,5 M€ contre 73,0 M€ en hausse de 2,1 %.

Parmi ces services, les activités ingénierie et maintenance concentrent plus de 76% de l'activité du pôle, avec un chiffre d'affaires de 57,1 M€ contre 57,3 M€.

Les autres activités regroupent notamment la gestion d'informations dématérialisées, les fournitures pour l'industrie et le bâtiment, les prestations d'accueil et la formation.

Grâce aux efforts menés par le groupe, l'amélioration des résultats se confirme avec un résultat opérationnel courant qui s'établit à 2,3 M€ contre 2,0 M€ en 2013.

## LES PERSPECTIVES DU GROUPE POUR L'EXERCICE 2014

L'année 2015 offre des perspectives économiques meilleures, soutenues notamment par les importantes mesures de relance adoptées par la Banque Centrale Européenne, les effets de la chute du prix du pétrole, des baisses de change et des taux d'intérêts.

Le début d'année est prometteur avec un chiffre d'affaires en croissance de 13,3 % sur les deux premiers mois de l'année.

En France, **dans le travail temporaire**, l'environnement économique plus favorable s'illustre par une légère progression du marché en début d'année. Le groupe attend une amélioration progressive de l'activité au fil des mois qui devrait prendre sa mesure au second semestre.

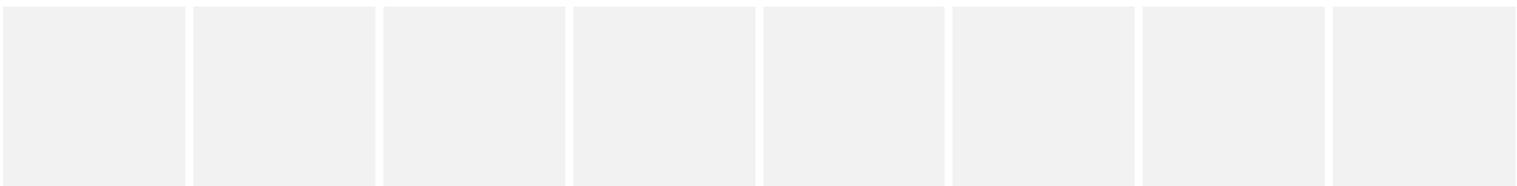
La reprise dans l'industrie et les services devrait ainsi se confirmer.

Dans ce contexte, le groupe reste confiant sur la réalisation de ses objectifs de consolidation de la croissance organique et de poursuite de sa dynamique de prise de parts de marché.

Le chiffre d'affaires du pôle travail temporaire et recrutement réalisé sur les deux premiers mois de l'année est en ligne avec ces attentes : l'activité progresse de 14,3 % dont 8,5 % en France sur un marché en légère hausse de 0,5 % (estimé société sur la base des dernières données Prism'emploi disponibles).

A l'international, les perspectives sont prometteuses.

L'orientation de l'activité en Espagne reste excellente sur un marché où la reprise se confirme ; le chiffre d'affaires des mois de janvier et février progresse de 14,8 %.



## Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Aux Etats-Unis, sur un marché toujours dynamique, la croissance organique sera au rendez-vous et profitera notamment de l'intégration des dernières acquisitions réalisées.

Le chiffre d'affaires des deux premiers mois de l'année conforte cette confiance avec une croissance de 45,2 % dont 9,4 % en organique.

Au regard de ce début d'exercice, l'ambition du groupe de réaliser 25 % de son activité totale à l'international est maintenant à portée de main.

**Dans l'aéroportuaire**, la croissance devrait s'inscrire dans le prolongement de 2014, portée par l'activité réalisée en France. L'amélioration attendue du trafic aérien conjuguée au renouvellement et à l'extension des licences sur les aéroports de Roissy et Orly obtenus en 2014, confortent l'objectif du groupe de maintenir le cap dans la croissance.

En mars 2015, le groupe a également été retenu en qualité de prestataire en escale sur l'aéroport Nice-Côte d'Azur, 3<sup>ème</sup> plus grand aéroport français. Cette nouvelle désignation offre un nouveau potentiel de développement pour le groupe.

Le groupe entend par ailleurs poursuivre ses efforts en matière d'amélioration des résultats.

## LES COMPTES SOCIAUX DE GROUPE CRIT

La société Groupe CRIT est la société mère, holding du groupe qu'elle forme avec l'ensemble de ses filiales.

Elle exerce son activité au service du groupe et ses résultats sociaux ne peuvent être dissociés des résultats consolidés du groupe.

Son chiffre d'affaires est constitué des facturations de prestations de services qu'elle fournit à ses filiales dans le cadre du développement de leurs activités en sa qualité de société animatrice du groupe, et des facturations de charges et dépenses communes.

Ainsi, l'évolution de son chiffre d'affaires est directement liée à l'évolution de l'activité de ses filiales.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2014 s'établit à 6,4 M€ contre 4,9 M€ en 2013.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 6,0 M€ contre 4,9 M€.

Le résultat d'exploitation ressort ainsi à 513,3 K€ contre 77,1 K€ en 2013.

Les produits financiers d'un montant de 15 M€ sont constitués principalement des produits financiers des participations, à hauteur de 10,3 M€ et des intérêts financiers perçus pour 4,2 M€.

Les charges financières s'élèvent à 0,6 K€ contre 0,4 M€ en 2013.

Ainsi, le résultat financier est demeuré stable, à 14,4 M€.

Le résultat exceptionnel s'établit à 3,1 M€ contre (14,3 K€) en 2013 ; cette évolution est liée à la cession intervenue en mars 2014, du terrain propriété de la société, situé à Saint-Ouen, moyennant le prix de 10,6 M€.

Cette cession s'inscrit dans le cadre du projet porté par le groupe, de construction d'un ensemble immobilier de bureaux sur l'emplacement historique de son ancien siège social, dont le financement est assuré par un contrat de crédit-bail immobilier conclu le 27 mars 2014 pour un montant de 56 M€.

Le bâtiment nouveau, d'une superficie de 13 600 m<sup>2</sup>, bénéficiera d'une position privilégiée en bordure de périphérique parisien et aux portes du 17<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.

Après prise en compte de l'impôt sur les bénéfices de 2,6 M€, l'exercice clos le 31 décembre 2014 fait apparaître un résultat net de 15,4 M€ contre 13,6 M€ en 2013.

### INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS

A la clôture des deux derniers exercices, la décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance, s'établit comme suit :

**A la date du 31 décembre 2014**, le poste « fournisseurs et comptes rattachés » au passif du bilan de la société, pour 627,4 K€, inclut outre les dettes à l'égard des fournisseurs pour 173,3 K€, des factures non parvenues pour 454,0 K€.

La répartition par date d'échéance des dettes à l'égard des fournisseurs s'élevant à 173,3 K€ s'établit comme suit : (en K€).

	< Septembre 2014	Septembre 2014	Octobre 2014	Novembre 2014	Décembre 2014	Janvier 2015	Février 2015	Mars 2015	au-delà	Total
• Français	40,2	0	0	0	-0,5	36,2	53,5	9,0		138,4
• Groupe	0	0	0	0	2,0	8,4	0,2	24,4		34,9
• Total	40,2	0	0	0	1,5	44,6	53,7	33,4		173,3

**A la date du 31 décembre 2013**, le poste « fournisseurs et comptes rattachés » au passif du bilan de la société, pour 1 545 K€, inclut outre les dettes à l'égard des fournisseurs pour 1 447 K€, des factures non parvenues pour 98 K€.

La répartition par date d'échéance des dettes à l'égard des fournisseurs s'élevant à 1 447 K€, s'établit comme suit : (en K€)

	< Septembre 2013	Septembre 2013	Octobre 2013	Novembre 2013	Décembre 2013	Janvier 2014	Février 2014	Mars 2014	au-delà	Total
• Français	37	1	5	1	3	1 042				1 089
• Groupe					3	356				359
• Total	37	1	5	1	6	1 398				1 448

#### ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Au cours de l'exercice écoulé, la société Groupe CRIT n'a engagé aucune dépense en matière de recherche et de développement.

## LES PRINCIPAUX RISQUES

La description des principaux risques auxquels le groupe est exposé est présentée au chapitre 1 « Présentation du groupe et de ses activités » § 1.6 « facteurs de risques », du document de référence 2014 en page 34.

## PRISES DE PARTICIPATION ET DE CONTRÔLE INTERVENUES DURANT L'EXERCICE

Par l'intermédiaire de sa filiale d'ingénierie et de maintenance industrielle « Maser Engineering », le groupe s'est porté acquéreur, le 7 mars 2014, de la totalité des titres composant le capital de la société EDOM, ensemble industriel spécialisé dans la maintenance des équipements hydroélectriques.

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la stratégie de développement des activités de la société Maser Engineering sur le secteur de l'énergie telle l'hydraulique ; elle lui permet en outre d'étendre ses opérations en région Rhône-Alpes.

## EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Le groupe, par l'intermédiaire de sa filiale Groupe Europe Handling, a cédé en mars 2015, la totalité de la participation (soit 34 %) qu'il détenait dans le capital de la société de droit gabonais, Handling Partner Gabon.

## AFFECTATION DES RESULTATS PROPOSEE A LA PROCHAINE ASSEMBLEE

Il est proposé à la prochaine Assemblée Générale d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2014 s'élevant à la somme de 15 353 314,51 euros :

- aux actionnaires, à titre de dividendes 3 487 500,00 €
- au poste « autres réserves » 11 865 814,51 €

Ainsi, le dividende revenant à chaque action sera de 0,31 €. La distribution est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Ce dividende serait payable le 29 juin 2015 et le détachement du coupon interviendrait le 25 juin 2015.

Au cas où, lors de la date de détachement du coupon, la société détiendrait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'au titre des trois derniers exercices, les distributions de dividendes et revenus ont été les suivantes :

Au titre de l'exercice	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
	Dividendes	Autres revenus distribués	
• 2011	2 475 000 €* soit 0,22 € par action	-	-
• 2012	2 587 500 €* soit 0,23 € par action	-	-
• 2013	2 475 000 €* soit 0,22 € par action	-	-

\*incluant le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues non versé et affecté au compte report à nouveau.

## LE CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

### 1 - L'actionariat de la société et les actions d'autocontrôle

Toutes les informations requises en application des dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce sont présentées au chapitre 5 « Informations sur la société et son capital » § 3 « actionariat » du document de référence 2014, en page 177.

### 2 - Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Il est indiqué, en application des dispositions de l'article L 225-100-3 du Code de commerce :

- La structure du capital de la société ainsi que les participations directes ou indirectes dans le capital connues de la société en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce, et toutes informations en la matière, sont décrites au chapitre 5 « Informations sur la société et son capital » § 3 « actionariat » du document de référence 2014 en page 177 ;
- Il n'existe pas de restriction statutaire aux transferts d'actions ;
- Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote hormis la privation des droits de vote pouvant être demandée par un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 2 % des droits de vote, en cas de non déclaration du franchissement du seuil statutaire d'une fraction du capital représentant 1 % des droits de vote, pendant un délai de 2 ans suivant la régularisation de la notification (article 11 des statuts) ;
- A la connaissance de la société, il n'existe pas de pactes et autres engagements signés entre actionnaires (notamment entre les dirigeants) pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote ;
- Il n'existe pas de titre comportant des droits de contrôle spéciaux ;
- Il n'existe aucune disposition pouvant avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de la société.

Toutefois, conformément à l'article 34 de nos statuts, les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom d'un même actionnaire, disposent d'un droit de vote double de celui conféré aux autres actions dont chacune donne droit à une voix ;

- Il n'existe pas de mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ce dernier ;
- Les règles de nomination et de remplacement des membres du conseil d'administration sont les règles légales et statutaires prévues à l'article 15 des statuts de la société ;
- En matière de pouvoirs du Conseil d'Administration, les délégations et autorisations en cours ainsi que les éléments relatifs au programme de rachat d'actions propres sont décrits au chapitre 5 « Informations sur la société et son capital » du document de référence 2014, respectivement en pages 173 et 174 ;
- La modification des statuts de notre société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires ;
- Il n'existe pas d'accord particulier prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'Administration en cas de cessation de leurs fonctions ou pour les salariés en cas de démission, licenciement sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique ;
- A l'exception du contrat de crédit conclu le 29 mars 2013 pour mise en place d'une ligne de financement de 60 M€ auprès de son pool de banques habituel, il n'existe pas d'accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société.

### **3 – Le programme de rachat d'actions propres**

Les informations relatives au nombre d'actions propres achetées et vendues par la société au cours de l'exercice et le détail de la proposition de renouvellement de l'autorisation de rachat par la société de ses propres actions sont présentées au chapitre 5 « Informations sur la société et son capital » du document de référence 2014 en page 174.

### **4 – Les délégations financières**

Le tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration en matière d'augmentation du capital (visé à l'article L.225-100 al 7 du code de commerce) est fourni au chapitre 5 « Informations sur la société et son capital » du document de référence 2014 en page 173.

### **5 - La participation des salariés au capital**

A la clôture de l'exercice, il n'existe aucune participation des salariés (telle que définie à l'article L 225-102 du Code de commerce) au capital de la société.

### **6 – Avis de détention de plus de 10 % du capital de la société par une autre société au sein de laquelle Groupe CRIT détient des actions / Aliénation des participations croisées**

Néant

## **LES MANDATAIRES SOCIAUX**

La liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice est fournie au chapitre 4 « Gouvernement d'entreprise » § 4.1 « Organes d'administration et de direction » du document de référence 2014 en page 149.

### **1 – Le mode d'exercice de la direction générale**

La Direction générale de la société a été confiée au Président du Conseil d'Administration, assisté de deux directeurs généraux délégués.

### **2 – Les renouvellements de mandats**

Aucun mandat des membres du Conseil d'Administration n'arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

## Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

### 3 - Les opérations sur titres des mandataires sociaux réalisées au cours du dernier exercice

L'état récapitulatif des opérations des mandataires sur les titres de la société mentionnées à l'article L 621-18-2 du Code monétaire et financier, réalisées au cours du dernier exercice, est le suivant :

Nom et prénom	GUEDJ Claude
• Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Président-Directeur-Général
• Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	
• Description de l'instrument financier	Actions
• Cession d'instruments financiers	-
• Montant total des cessions	-
• Acquisition d'instruments financiers	427
• Montant total des acquisitions	18 203,58 €

Nom et prénom	GUEDJ Yvonne
• Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Membre du Conseil d'Administration
• Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	
• Description de l'instrument financier	Actions
• Cession d'instruments financiers	1 349
• Montant total des cessions	59 611,10 €
• Acquisition d'instruments financiers	-
• Montant total des acquisitions	-

Nom et prénom	GUEDJ Karine
• Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Directeur Général Délégué
• Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	
• Description de l'instrument financier	Actions
• Cession d'instruments financiers	4 426
• Montant total des cessions	198 871,70 €
• Acquisition d'instruments financiers	-
• Montant total des acquisitions	-

Nom et prénom	JAQUI Nathalie
• Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Directeur Général Délégué
• Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	
• Description de l'instrument financier	Actions
• Cession d'instruments financiers	10 000
• Montant total des cessions	414 831,25 €
• Acquisition d'instruments financiers	-
• Montant total des acquisitions	-

#### 4 - Les rémunérations des mandataires sociaux

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2014 et 31 décembre 2013, aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé à un mandataire social de la société par une société contrôlée au sens de l'article L 233-16 du Code de commerce. Il n'existe par ailleurs pas de société contrôlante.

Les rémunérations brutes totales et les avantages de toute nature versés par la société à chacun des mandataires sociaux durant les exercices clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013 s'établissent comme suit :

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	Exercice 2014	Exercice 2013
<b>Claude Guedj, Président Directeur Général</b>		
• Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau ci-dessous)	240 000 €	240 000 €
• Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	-	-
<b>Nathalie Jaoui, Directeur Général Délégué</b>		
• Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau ci-dessous)	303 420 €	303 420 €
• Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	-	-
<b>Karine Guedj, Directeur Général Délégué</b>		
• Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau ci-dessous)	159 060 €	147 060 €
• Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	-	-

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
	Exercice 2014		Exercice 2013	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>Claude Guedj, Président Directeur Général</b>				
• Rémunération fixe	240 000 €	240 000 €	240 000 €	240 000 €
• Rémunération variable annuelle	-	-	-	-
• Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
• Avantages en nature	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>240 000 €</b>	<b>240 000 €</b>	<b>240 000 €</b>	<b>240 000 €</b>
<b>Nathalie Jaoui, Directeur Général Délégué</b>				
• Rémunération fixe	300 000 €	300 000 €	300 000 €	300 000 €
• Rémunération variable annuelle	-	-	-	-
• Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
• Avantages en nature <sup>(1)</sup>	3 420 €	3 420 €	3 420 €	3 420 €
<b>TOTAL</b>	<b>303 420 €</b>	<b>303 420 €</b>	<b>303 420 €</b>	<b>303 420 €</b>
<b>Karine Guedj, Directeur Général Délégué</b>				
• Rémunération fixe	156 000 €	144 000 €	144 000 €	144 000 €
• Rémunération variable annuelle	-	-	-	-
• Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
• Avantages en nature <sup>(1)</sup>	3 060 €	3 060 €	3 060 €	3 060 €
<b>TOTAL</b>	<b>159 060 €</b>	<b>147 060 €</b>	<b>147 060 €</b>	<b>147 060 €</b>

(1) L'avantage en nature est lié à la mise à disposition du dirigeant d'un véhicule de fonction.

**Les tableaux n° 3 à 10 de l'annexe 2 de la Position-recommandation de l'AMF n° 2014-14 – Guide d'élaboration des documents de référence adapté aux valeurs moyennes - ne sont pas applicables.**

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
<b>Claude Guedj</b> Président Directeur Général Début de mandat : 19 juin 2002 Fin de mandat : AGO 2020		X		X		X		X
<b>Nathalie Jaoui</b> Directeur Général Délégué Début de mandat : 19 juin 2002 Fin de mandat : AGO 2020		X		X		X		X
<b>Karine Guedj</b> Directeur Général Délégué Début de mandat : 19 juin 2002 Fin de mandat : AGO 2020		X		X		X		X

## LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Aucun mandat de commissaire aux comptes n'arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

## LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Aucune convention nouvelle, aucun engagement nouveau, n'ont été conclus ou pris au cours de l'exercice écoulé, ce dont il est proposé à la prochaine Assemblée Générale de prendre acte purement et simplement.

## MISE EN HARMONIE DES STATUTS

L'ordonnance n° 2014-863 du 31 juillet 2014 ayant modifié le régime des conventions réglementées, il est proposé à la prochaine Assemblée Générale de mettre les statuts de la société en harmonie avec ces nouvelles dispositions, et de modifier en conséquence comme suit l'article 21 III des statuts « Conventions entre la société et l'un des administrateurs ou directeurs généraux », le reste de l'article demeurant inchangé :

« Les dispositions du paragraphe I qui précède ne sont applicables ni aux conventions portant sur des opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales ni aux conventions conclues entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre, le cas échéant, déduction faite du nombre minimum d'actions requis pour satisfaire aux exigences de l'article 1832 du Code civil ou des articles L. 225-1 et L. 226-1 du Code de commerce ».

De même, le décret n° 2014-1466 du 8 décembre 2014 ayant modifié l'article R. 225-85 du Code de commerce concernant la date et les modalités d'établissement de la liste des personnes habilitées à participer aux assemblées d'actionnaires, il est proposé à la prochaine Assemblée Générale de mettre les statuts de la société en harmonie avec ces nouvelles dispositions et de modifier en conséquence comme suit l'article 30 alinéa 2 des statuts « Admission aux Assemblées », le reste de l'article demeurant inchangé :

« Le droit de participer aux Assemblées Générales est subordonné à l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au **deuxième** jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité. »

## TABLEAU DES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES 5 DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
• Capital social	4 050 000	4 050 000	4 050 000	4 050 000	4 050 000
• Nombre d'actions					
- ordinaires	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000
- à dividende prioritaire					
• Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
<b>OPERATIONS ET RESULTATS</b>					
• Chiffre d'affaires hors taxes	6 444 303	4 876 981	5 269 377	6 129 486	5 604 276
• Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	18 038 379	13 886 476	18 367 908	13 374 164	29 459 398
• Impôts sur les bénéfices	2 647 774	829 823	973 564	836 883	103 164
• Participation des salariés					
• Dot. amortissements et provisions	37 291	(536 943)	8 132 339	(498 687)	328 095
• Résultat net	15 353 314	13 593 597	9 262 005	13 035 967	29 028 140
• Résultat distribué	3 487 500	2 475 000	2 587 500	2 475 000	2 812 500
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
• Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissements, provisions	1,37	1,16	1,55	1,11	2,61
• Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	1,36	1,21	0,82	1,16	2,58
• Dividende attribué	0,31	0,22	0,23	0,22	0,25
<b>PERSONNEL</b>					
• Effectif moyen des salariés	6	8	6	8	8
• Masse salariale	1 386 553	1 246 547	965 860	1 021 883	916 744
• Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)	525 610	467 246	363 576	386 751	356 632